

Sang de mon sang

Les enfants et la disparition forcée en dictature (Uruguay)

Photographies d'Estela Peri



Présentation

En juin 1973, un coup d'état civico-militaire en Uruguay a marqué le début d'une dictature qui a duré 12 ans. Dans ce pays de 3 millions d'habitants, il y a eu près de 10 000 prisonniere-s politiques, sauvagement torturé-e-s. Plus de 200 détenu-e-s uruguayen-ne-s sont toujours portés disparu-e-s.

Dans le milieu des années 1970 a fonctionné en Amérique du Sud le plan Condor, une organisation transnationale de la terreur créée par les régimes militaires installés en Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Paraguay et Uruguay, avec l'appui des États-Unis et visant à l'élimination des personnes jugées "subversives".

Des milliers d'entre elles ont ainsi été arrêtées, torturées, assassinées ou portées disparues. Comme en Argentine et au Chili, il y a eu en Uruguay des centaines de détenu-e-s disparu-e-s politiques. Lorsqu'ils avaient des enfants, ceux-ci étaient enlevés aux parents et confiés à des familles proches du régime.

La mobilisation des familles des disparus pour connaître leur sort, commencée pendant la dictature, se poursuit encore en 2019. Des Marches du silence massives ont lieu tous les 20 mai pour demander la vérité et la justice. Une loi d'impunité protège depuis la fin de la dictature les responsables des atrocités du terrorisme d'état.

L'exposition montre des photos de ces enfants retrouvés après la fin de la dictature et qui sont devenus à leur tour des militants pour la vérité et la justice.

Association ¿Dónde Están ?- Où sont-ils ?

Septembre 2019

Contact : dondestan.paris@gmail.com

Web : www.donde-estan.com

Facebook : Donde Estan Francia

21ter rue Voltaire

75011 PARIS

Sang de mon sang

Les enfants et la disparition forcée en dictature (Uruguay)

Photographies d'Estela Peri

L'exposition porte sur onze uruguayens, des femmes et des hommes jeunes qui, alors qu'ils étaient des enfants, ont subi le drame de la disparition forcée pendant la dictature.

La plupart de ces enfants ont été enlevés avec leurs parents et sont eux-mêmes restés disparus pendant des années. Leur père et, pour certains, leurs deux parents n'ont jamais été retrouvés. Les dictatures militaires du Cône Sud de l'Amérique Latine, alliées dans les années 1970 par le « plan Condor » (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Paraguay et Uruguay), les ont arrêtés de façon illégale, les ont fait disparaître et se sont approprié de leurs enfants.

Certains de ces enfants sont nés alors que leurs mères étaient prisonnières. Butin de guerre des militaires, ils ont été leurs principales victimes. Ils ont été séparés de leur famille et privés de leur identité.

Cette exposition cherche à témoigner de cette situation terrible, mais surtout à reconnaître l'immense travail de recherche mené par les familles et par tout le peuple uruguayen qui ont finalement réussi à les retrouver et à obtenir qu'ils récupèrent leur véritable identité.

Il s'agit de montrer que le « retour à la maison » de ces enfants devenus aujourd'hui adultes et leur participation actuelle à la lutte pour la vérité et la justice sont porteurs d'espérance. Le chemin qu'ils ont entrepris avec leurs grand-mères, avec tant de douleur et de sacrifice, les a transformés. Ils sont des représentants de la dignité de notre peuple.

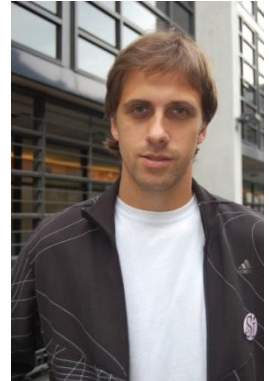
Leur travail a porté ses fruits et sera poursuivi par nous tous.

Onze histoires d'enfance brisée par la disparition forcée

CARLOS D'ELIA CASCO

Carlos D'Elía Casco est né en captivité en 1978 et a été retrouvé en 1995. Il avait 17 ans.

Son père et sa mère, enceinte de 8 mois et demi, ont été enlevés le 22 décembre 1977 à San Fernando, province de Buenos Aires, par des militaires et policiers argentins et uruguayens. Ils sont toujours disparus. Ils ont été détenus au centre clandestin de Pozo de Banfield. Sitôt né, Carlos a été arraché à sa mère à qui rien n'a été dit du sort réservé à l'enfant.



Le docteur Jorge Antonio Bergés, médecin de la police, a fourni un faux certificat de naissance au nom de Carlos Rodolfo De Luccia, fils du couple De Luccia Leiro, le mari étant membre des Service Secrets de la Marine Argentine.

Carlos a été localisé par les Mères de la Place de Mai en 1994. En 1995, des analyses génétiques ont confirmé sa véritable origine.

Actuellement, il vit en Argentine et reste lié à sa famille biologique.

SOLEDAD DOSSETTI GARCIA



Le 21 décembre 1977, des militaires uruguayens et argentins ont enlevé, dans la Province de Buenos Aires, les parents de Soledad, Edmundo Dossetti Techeira et Ileana Sara María García Ramos, tous deux uruguayens qui avaient émigré en Argentine en 1974 après leur mariage.

Ils ont été vus pour la dernière fois en vie dans le centre de détention clandestin Pozo de Banfield. Ils sont toujours disparus.

Leur fille Soledad, âgée de 6 mois, a été séparée de ses parents par les militaires qui l'ont laissée au concierge de l'immeuble, témoin de leur enlèvement.

Elle est restée deux jours chez le concierge qui a déclaré l'enlèvement de ses parents à la police. Une juge a décidé son placement dans la crèche d'une prison de femmes, Olmos, et a ensuite confié, en février 1978, la garde de l'enfant à sa grand-mère, Olga Ramos.

AMARAL GARCIA HERNANDEZ



Amaral García Hernández a été enlevé à l'âge de trois ans avec ses parents, Floreal Gualberto García Larrosa et Mirtha Yolanda Hernández de García le 8 novembre 1974 à Buenos Aires.

Il a été séparé de ses parents, qui ont été transférés illégalement en Uruguay au centre clandestin de détention connu sous le nom de 300R ou Infierno Chico (*Le Petit Enfer*) à Montevideo et assassinés le 20 décembre 1974 en représailles à l'assassinat, le 19 décembre, de l'attaché militaire uruguayen Trabal à Paris. Leurs corps ont été retrouvés le 20 décembre à Soca, département de Canelones.

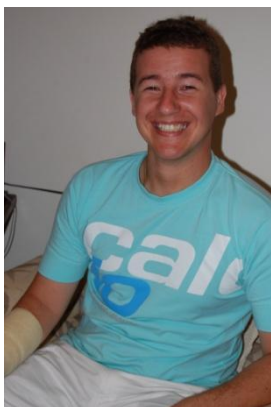
José Antonio Moreno et Doroty Gonella, membres du SIDE se sont approprié Amaral et ont falsifié son identité. A la mort de Doroty Gonella, en 1978, Amaral a été envoyé chez ses « grands-parents maternels » à Pilar, 42 kilomètres de Buenos Aires.

En 1983, après le décès de sa « grand-mère » et celui de son « père », il se retrouve chez le fils du premier mariage de Doroty Gonella, Enrique Elias, lui aussi membre du SIDE, dans la localité de Formosa, au nord-ouest de l'Argentine.

Il a été localisé en juillet 1985 à Formosa par les Grands-Mères de la place de Mai, à l'âge de 13 ans.

Il a récupéré son identité en juillet 1985 et s'est installé en septembre en Uruguay pour vivre avec Maricel Garcia, sa tante paternelle, et son mari Alberto Sabech.

SIMON GATTI MENDEZ (SIMON RIQUELO)



Simón Antonio Riquelo a été enlevé à l'âge de 21 jours avec sa mère en juin 1976 à Buenos Aires par des militaires uruguayens et argentins. Sa mère a été transférée clandestinement à Montevideo où elle a été recluse en secret pendant plusieurs mois. Finalement, les militaires ont annoncé son arrestation à Montevideo et elle y est restée emprisonnée pendant cinq ans.

Simón a été donné par les militaires à un commissaire de police, Osvaldo Armando Parodi. Sa femme, Julia Haydée Campo, et lui se le sont approprié par une procédure d'adoption illégale, puis l'ont déclaré comme leur propre enfant biologique ; il a reçu le nom d'Aníbal Armando Parodi.

Localisé en 2003 à Buenos Aires, à l'âge de 25 ans, il a retrouvé sa mère biologique et récupéré son identité le 20 mars 2003.

Actuellement, il vit à Buenos Aires.

MARIA MACARENA GELMAN GARCIA

María Macarena est née en captivité et est restée disparue pendant 24 ans.

Son père, Marcelo Ariel Gelman et sa mère, María Claudia García Irureta, enceinte de 7 mois, ont été enlevés le 24 août 1976 à Buenos Aires et enfermés au centre de détention clandestin Automotores Orletti. Marcelo Gelman a été assassiné en octobre 1976. María Claudia a été transférée clandestinement à Montevideo pour donner naissance à son enfant qui avait été promis à un commissaire de police uruguayen, Angel Taurino, lequel l'a déclarée comme sa fille biologique.



María Macarena est née le 1^{er} novembre 1976.

Quelques jours après avoir donné naissance à sa fille à l'Hôpital militaire de Montevideo, María Claudia a été séparée de son enfant et assassinée. Son corps n'a toujours pas été retrouvé. Le corps de son père, Marcelo Gelman, a été retrouvé en Argentine dans un cimetière de la province de Buenos Aires, où il avait été enterré clandestinement, et identifié le 21 décembre 1989.

María Macarena a été localisée en janvier 2000 par son grand-père, le poète argentin Juan Gelman et son épouse Mara La Madrid au terme d'une investigation qui a duré des années, et a récupéré son identité le 19 avril 2005. Elle vit à Montevideo et a été élue député en 2014.

LUIS EDUARDO GONZALEZ

Les parents de Luis Eduardo Gonzalez ont été arrêtés en décembre 1974 à Montevideo. Sa mère était enceinte de quatre mois : il est né en avril 1975 à l'Hôpital Militaire et a passé quatre mois et demi avec sa mère à la Prison de Punta de Rieles. Il a ensuite été confié à sa grand-mère maternelle, Chiche Rocco.

Sa mère, Elena Zaffaroni, a été libérée le 20 juillet 1978.

Son père, incarcéré dans la caserne du 6^{ème} Régiment de Cavalerie est mort sous la torture fin décembre 1974. Son corps n'a pas été retrouvé.



ANATOLE BORIS JULIEN GRISONAS et VICTORIA EVA JULIEN GRISONAS



Anatole et Victoria, âgés de 4 ans et un an et demi, ont été enlevés avec leurs parents le 26 septembre 1976 à Buenos Aires et enfermés au centre de détention clandestin Automotores Orletti.

Leurs parents ont été assassinés et leurs corps n'ont jamais été retrouvés.

En octobre 1976, Anatole et Victoria ont été transférés clandestinement à Montevideo et détenus au siège du SID, Bulevar Artigas y Palmar.

De là, ils ont été emmenés illégalement vers le Chili par une femme, la « tante Monica » qui les a abandonnés sur la place O Higgins à Valparaíso.

Recueillis dans un orphelinat, ils ont été adoptés par le couple Larrabeity Yanèz, qui n'a pas eu le cœur de séparer le frère et la soeur, et qui ignorait leur identité.

Ils ont été localisés en 1979 par le CLAMOR (Comité de Défense des Droits de l'Homme pour les Pays du Cône Sud et du Brésil), sont restés vivre à Valparaíso et entretiennent des liens avec leur famille biologique.

Ils ont récupéré leur identité en 1979.

MARIA VICTORIA MOYANO ARTIGAS



María Victoria est née en captivité le 25 août 1978 et a été immédiatement arrachée à sa mère. Elle a été retrouvée 9 ans plus tard.

Son père et sa mère, enceinte, ont été enlevés le 30 décembre 1977 à Berazategui, province de Buenos Aires, par des militaires et policiers argentins. Ils sont toujours disparus.

Ils ont été détenus au centre clandestin Pozo de Banfield, où elle est née.

A sa mère, qui l'avait prénommée Verónica Leticia, l'officier de garde a déclaré qu'elle irait dans une crèche.

María Victoria a en réalité été donnée au frère d'un commissaire de police, Victor Penna, qui l'a inscrite à l'état-civil comme sa fille biologique et celle de sa femme, María Elena Maurino, avec un faux certificat de naissance.

Il était venu à Pozo de Banfield regarder la jeune femme enceinte avant de confirmer son projet d'appropriation du bébé à naître : il voulait juger par lui-même si, au vu de la mère, l'enfant pourrait lui convenir.

SANDRO SOBA LAGUNA



Adalberto Soba, sa femme, María Elena Laguna, et leurs trois enfants Sandro, sept ans, Leonardo, 4 ans, et Tania, 2 ans, ont été enlevés le 26 septembre 1976 à Buenos Aires par des militaires uruguayens commandés par le colonel José Nino Gavazzo.

Ils ont été enfermés pendant deux jours dans le centre clandestin de détention Automotores Orletti, où Sandro a vu une salle de torture.

A Orletti, María Elena Laguna et ses enfants ont été reclus dans la même cellule que les enfants disparus Anatole et Victoria Julien Grisonas.

Après presque deux jours de réclusion, le 27 septembre 1976, María Elena Laguna et ses trois enfants ont été laissés pendant deux heures en présence d'Adalberto, meurtri par les séances de torture, avant d'être séparés de lui et transférés en Uruguay clandestinement, à bord d'un avion.

A Montevideo, ils ont été mis en liberté, mais surveillés par les Services de Sécurité.

Adalberto Soba a été vu vivant pour la dernière fois le 27 septembre 1976 au centre de détention clandestin Automotores Orletti. Il est toujours disparu.

Le colonel Gavazzo a été condamné en 2009 à 25 ans de prison, il est actuellement assigné à résidence avec port de bracelet électronique.

MARIANA ZAFFARONI ISLAS



Mariana Zaffaroni Islas a été enlevée avec sa mère, enceinte de trois mois, et son père, en septembre 1976 à Buenos Aires. Elle avait un an et demi. Ses parents ont été assassinés et sont toujours disparus.

Mariana a été volée par Miguel Angel Furci, un des hommes du commando de renseignements généraux (SIDE) ayant participé à leur enlèvement, qui l'a fait inscrire au registre d'état civil comme fille biologique de lui et son épouse.

En 1984 Mariana a été localisée à Buenos Aires et, en 1992, après de multiples péripéties, elle a récupéré son identité.

Actuellement, elle vit à Buenos Aires et a trois enfants.

Miguel Angel Furci et sa femme Adriana Gonzalez de Furci ont été condamnés en 1993 à 7 et 3 ans de prison. Furci a en outre été condamné en 2013 à 25 ans de prison pour sa participation active à la réalisation du Plan Condor.

Messages envoyés à ¿Dónde Están? à l'occasion de l'exposition à Paris, septembre 2019

Mariana Zaffaroni

Bonjour, je suis Mariana Zaffaroni Islas. Mes parents, Jorge et Maria Emilia, tous les deux uruguayens, ont disparu en Argentine, vers le milieu de l'année 1976, dans le cadre du plan Condor. Grâce à ce plan, les dictatures du Cône Sud collaboraient dans la persécution, la répression et l'emprisonnement des militants d'opposition. J'ai disparu avec eux, à l'âge d'un an et demi et j'ai été « adoptée » illégalement (appropriation) par un agent de renseignements argentin et son épouse, alors que le sort de mes parents reste encore à ce jour inconnu.

C'est grâce à des actions artistiques et culturelles comme celle-ci qui cherchent à rendre visible l'histoire récente de nos pays qu'il a été possible de retrouver plusieurs enfants de disparus, appropriés eux aussi, et qu'on a pu leur restituer la véritable identité. Cela leur a permis d'établir des liens avec leurs familles qui n'ont jamais cessé de les chercher. Ces événements permettent aussi que d'autres pays sachent ce qu'ont été les violations des Droits Humains en Amérique Latine et rejoignent la lutte pour la recherche de toute la vérité (qui reste encore cachée) et pour que tous les responsables soient jugés.

Sara Méndez (mère de Simon Riquelo)

Cette exposition photographique est le fruit d'un effort pour faire connaître un fait aussi aberrant que l'enlèvement d'enfants par le terrorisme d'Etat dans le Cône Sud.

Aujourd'hui, ce sont des hommes et des femmes qui ont retrouvé leur identité grâce aux efforts réalisés par l'association des Mères et Familles des Détenus Disparus, par les Grand-mères de la Place de Mai et par des organisations comme ¿Dónde Están? , fidèle appui solidaire de cette cause.

Je ne peux pas ne pas rappeler ici la campagne pour la recherche de mon fils Simon, lancée en 2001 avec l'appui de cette association, avec une tournée dans plusieurs pays européens. Elle a abouti à une audience dans le Parlement européen et un engagement de la part de ce dernier. Simon a été retrouvé l'année suivante, 25 ans après son enlèvement à l'âge de 21 jours.

Aux organisateurs de l'exposition Sang de mon sang, j'adresse mon salut fraternel et ma profonde reconnaissance.

Simon Riquelo (Anibal Simon Méndez)

Cette exposition photographique permet de conserver les images gardées dans notre mémoire, pour ne rien oublier et pour que plus jamais ne se répète ce que nous avons vécu dans les pays du cône sud.

Dans ce plan systématique d'appropriation des bébés, nous sommes déjà 130, les hommes et les femmes qui avons pu connaître la vérité sur nos origines

Je suis un de ceux, peu nombreux, à avoir eu la chance de retrouver sa mère.

On estime qu'il en reste encore plus de 400 à trouver.

Macarena Gelman

Cette exposition est une des façons de faire connaître mon histoire et de tenter de participer à la recherche des frères et sœurs qui nous manquent encore.

Ce sont des hommes et des femmes âgés de 38 à 44 ans et qui peuvent se trouver n'importe où dans le monde. L'un d'entre nous pourrait être en France.

C'est une façon de montrer que malgré tous leurs efforts pour briser nos liens de famille et nous faire disparaître de nos histoires pour toujours, ils n'y sont pas parvenus.

Nous sommes vivants, et nous résistons.

Luis Eduardo González

Le chemin du plus jamais ça...plus jamais de disparitions forcées, plus jamais de tortures, plus jamais de prison politique, plus jamais de violation des droits humains, plus jamais de terrorisme d'Etat...est un chantier permanent qui a besoin de la justice et d'un sens très profond de la réparation, pour rendre les identités volées, les corps cachés, les histoires censurées ; réparation physique, mentale et émotionnelle, individuelle et collective.

Le travail d'Estela nous rappelle des liens et des engagements que nous avons avec ces injustices, en tant qu'individus et en tant que société pour ne pas répéter la même histoire en Uruguay, en Italie, en France ou dans n'importe quel autre coin du monde.

Carlos d'Elia

"Sang de mon sang" c'est beaucoup plus qu'une exposition de photos. C'est un hommage à la persévérance de la société uruguayenne en général et de quelques familles en particulier dans la recherche infatigable de leurs chers disparus et de ces enfants, devenus aujourd'hui adultes, qui ont été enlevés avec leurs parents ou qui sommes nés alors que nos mères étaient en captivité.

La première présentation de cette exposition a également permis, il y a plus de 7 ans, la rencontre de ces jeunes dont je fais partie qui, non seulement avons récupéré notre identité, mais qui sommes, ensemble, le reflet d'une recherche qui dure encore aujourd'hui et que nous menons avec une vigueur renouvelée.

Cette recherche va au-delà des frontières. Près de 300 jeunes méconnaissent encore aujourd'hui leurs origines, ils peuvent être n'importe où sur la planète. Pour eux,

connaître la vérité sur leurs origines peut être douloureux, surtout après plus de 40 ans, mais la vérité fait toujours du bien, elle nous aide à guérir, nous libère et surtout elle arrive accompagnée d'une famille qui nous cherche et nous aime, même sans nous connaître.

Par ailleurs, apprendre l'histoire de notre passé récent nous sert à tous pour savoir ce qu'ont vécu d'autres générations, mais surtout pour que cette connaissance nous permette, en tant que société, de nous assurer que de tels événements ne se reproduisent plus jamais.

Il est important donc que cette exposition puisse parcourir le monde et qu'aujourd'hui elle soit ici, pour que vous puissiez l'apprécier et partager ce message avec nous.

Victoria Julien

Je suis Victoria Larrabeiti Yañes, chilienne et de Valparaíso. J'ai grandi dans une famille aimante et travailleuse qui m'a donné un amour inconditionnel ; cependant, depuis toute petite, je ressentais une douleur profonde que je ne comprenais pas jusqu'à ce que je retrouve mon identité, à l'âge de 9 ans, et que je sois capable de rassembler des éléments importants de mon récit.

Avec seulement 9 ans, la réalité fait irruption avec violence dans ma vie et donne forme à cette douleur ancienne et primaire de la séparation inexorable et violente d'avec mes parents, les premiers êtres aimés, et de la désarticulation de tout un réseau familial, le nôtre...

Aujourd'hui, je suis mère d'une petite fille, Elena Victoria; je suis plus consciente que jamais du lien intime, du lien d'amour qui m'a été arraché et refusé pour des intérêts mesquins.

Je peux voir en ma fille une possibilité de réparation, en exerçant la maternité et en essayant autant que possible de ne pas mourir ou disparaître pour elle, ou pour mes proches, afin de ne pas répéter cette dévastation qui a laissé à jamais une noirceur sans nom, seulement des absences...

Julien, Roger Julien était le nom de mon père...je sais qu'il avait obtenu la nationalité française et ma mère, Victoria Grisonas s'était rendue sur le vieux continent pour connaître Paris quelques mois avant de rencontrer mon père.

Je signale l'importance de connaître nos histoires, car aucun pays au monde n'est épargné des conséquences du fait qu'un groupe privilégié cherche à défendre ses intérêts économiques. C'est le cas de l'Espagne de Franco qui ne s'éloigne aucunement des gouvernements dans lesquels la terreur a été perpétrée à partir de l'État.

Il faut protéger, garantir et rappeler qui nous avons été...que personne ne soit oublié, car nous avons tous besoin de la vérité pour pouvoir guérir"

Soledad Dossetti

La mémoire doit être vivante et non seulement pour pleurer ceux qui nous ont été enlevés, mais aussi pour que cela ne se répète pas ; il faut raconter encore et encore ce qui s'est passé, réfléchir à ce qui a été et aussi à ce qui peut être.

Si nous observons l'histoire des peuples et celle de l'Humanité tout entière, nous trouvons des erreurs qui se répètent constamment et c'est atterrant.

La France a toujours été un pays solidaire, avec des portes ouvertes ; elle a accueilli des uruguayens dans les pires circonstances, des exilés aux histoires complexes qui ont trouvé en France le geste solidaire qui permet l'espérance et accorde toujours le soutien nécessaire.

Aujourd'hui, vous faites une place à notre histoire et vous démontrez encore une fois que la solidarité est une valeur essentielle et que toute atteinte à la dignité d'un être humain nous concerne tous.

Annexe 1

Quelques données générales sur l'Uruguay

Superficie : 176 220 Km²

Population : 3 477 770 habitants (20 fois moins qu'en France)

Langue : l'espagnol latino-américain

Capitale : Montevideo, près de 1 500 000 habitants.

1825— Indépendance de l'Uruguay

1907— Abolition de la peine de mort.

1913— Premier pays du continent à adopter le divorce sur demande de la femme

1919— La laïcité est établie avec la séparation des églises et de l'état

1938— Droit de vote aux femmes

1973 — Début d'une la dictature militaire, avec le soutien du président civil en exercice. Nombre des prisonniers politiques environ 7 000 avec procédure judiciaire dont 800 femmes et 3 000 autres sans procès (chiffres approximatifs)

1975— Officialisation du Plan Condor avec le soutien des Etats-Unis. Les services de renseignements des dictatures du Chili, de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay collaborent.

1985— Fin de la dictature. Libération des prisonniers politiques

1986— Loi de caducité de la prétention punitive de l'Etat, assurant l'impunité aux militaires et aux policiers pour les crimes commis pendant la dictature.

2008— Approbation de l'union légale pour les couples de même sexe

2009— Autorisation de l'adoption d'enfants par des couples homosexuels

2011— La loi 18 831 rétablit la prétention punitive de l'Etat pour les crimes commis par la dictature, considérés comme crimes contre l'Humanité, non prescriptibles. L'application de cette loi est contestée encore aujourd'hui par la Cour Suprême.

2012 — Légalisation de l'IVG pendant les 12 premières semaines de grossesse et pour les femmes étrangères ayant un an de résidence.

2013— Le cannabis est officiellement légalisé.

Annexe 2

Quelques repères chronologiques de l'histoire récente de l'Uruguay

1971 : Novembre. Dans un contexte de crise économique et de luttes sociales qui durent depuis plusieurs années, en présence d'un groupe de guérilla urbaine, le Mouvement de Libération Nationale (Tupamaros), le candidat de la droite, Juan María Bordaberry, est élu président de la République à l'issue d'un scrutin entaché de fraude.

1972 : Avril . L'Etat de guerre est instauré et une Loi de Sécurité de l'Etat mise en œuvre.

Les forces armées prennent en charge la répression. Instauration de la justice militaire. Généralisation de la torture. Censure de la presse.

1973 : 27 juin : coup d'Etat civico-militaire. Bordaberry et les forces armées dissolvent le parlement. Les syndicats déclenchent une grève générale.

A partir du coup d'Etat, suspension de toutes les libertés publiques et individuelles. Dissolution des syndicats, de la Fédération des étudiants universitaires, fermeture des journaux d'opposition. Des milliers de prisonniers politiques sont retenus dans un stade municipal.

Des milliers d'Uruguayens prennent le chemin de l'exil. La guérilla est décimée.

1976 : 11 janvier, arrestation du général Liber Seregni, leader de la gauche, condamné en 1978 à 14 ans de prison.

20 mai : assassinat à Buenos Aires d'Héctor Gutiérrez Ruiz, président de la Chambre des Députés et du sénateur Zelmar Michelini.

Des dizaines d'Uruguayens sont séquestrés et disparaissent en Argentine dans le cadre du Plan Condor.

12 juin : destitution de Bordaberry par les forces armées qui désignent, provisoirement Alberto Demicheli, puis choisissent Aparicio Méndez nommé président jusqu'en 1981.

Une des premières mesures de Méndez fut la signature d'Actes Institutionnels proscrivant toute activité politique.

1980 : 30 novembre, la dictature essaie de perpétuer son pouvoir à travers une réforme constitutionnelle soumise à référendum et rejetée à 57,9%.

1981 : 1er septembre, le général Gregorio Alvarez est nommé par ses pairs à la tête de l'Etat.

1982 : avril, fondation de l'Association sociale et culturelle des étudiants de l'enseignement public, ASCEEP.

Novembre : élections internes dans les partis de droite et de centre-droit tolérés par le régime militaire. Les tendances opposées aux militaires obtiennent une large victoire.

1983 : l'ASCEEP organise une importante manifestation à laquelle participent 80 000 personnes. Dans la soirée, important concert de casseroles et extinction volontaire des feux.

27 novembre : gigantesque manifestation contre la dictature : "Pour un Uruguay sans exclusions".

1984 : 18 janvier, grève générale.

19 mars : libération du général Seregni

16 juin : retour en Uruguay de Wilson Ferreira Aldunate, leader du Partido Nacional, exilé depuis 1973. Ferreira Aldunate est emprisonné et on lui interdit de se présenter aux élections présidentielles.

23 août : Pacte du Club Naval entre les militaires, le Frente Amplio (gauche), le Parti Colorado (droite) et l'Union Civique (démocratie chrétienne). La gauche accepte des élections générales avec des partis proscrits et sans la participation du leader nationaliste Wilson Ferreira Aldunate du Partido Nacional, principal favori, et le général Liber Seregni (Front Elargi).

27 novembre : Julio María Sanguinetti, du Partido Colorado, candidat préféré des militaires, élu président avec 40,97% des suffrages.

1985 : 8 mars, loi d'amnistie. Les prisonniers politiques sont libérés.

Les personnes condamnées pour des crimes de sang sont rejugées par des tribunaux civils.

Retour de nombreux exilés.

1986 : 22 Décembre, sous la pression des militaires et du président Julio María Sanguinetti le parlement vote la Loi 15.848, dite de caducité de la prétention punitive de l'Etat qui garantit

l'impunité pour tous les militaires responsables de violations des droits de l'Homme et auteurs de crimes contre l'Humanité pendant la dictature.

1989 : 16 avril, référendum pour abroger la loi de caducité. Les partisans du maintien de la loi d'impunité obtiennent la majorité par un scrutin qui s'est déroulé sous la pression du pouvoir exécutif, de la presse partisane (majoritaire), de la menace des militaires et fortement influencé par les rébellions militaires en Argentine.

1996 : 20 mai, première marche du silence pour les disparus. Relance de la lutte pour la vérité, la justice et la mémoire. Cette marche a lieu, depuis, tous les ans avec une ampleur croissante

Création en France de l'association Donde Están ?

2000 : 1^{er} avril, le président Jorge Batlle annonce publiquement que Macarena Gelman, petite-fille du poète Juan Gelman, a été retrouvée. Née en captivité à Montevideo, elle a été enlevée par un commissaire de police. Sa mère enlevée en Argentine et transférée en Uruguay (Plan Cóndor) a été assassinée quelques semaines après son accouchement.

9 août : le gouvernement de Batlle crée la Commission pour la Paix

2004 : novembre, élection de Tabaré Vázquez, premier président de gauche de l'Uruguay.

2005 : le président Vázquez refuse d'annuler la loi d'impunité, mais oriente de façon systématique les plaintes vers la justice et ouvre les casernes pour permettre la recherche des corps des disparus.

Le corps des deux premiers disparus, Ubagesner Chavez Sosa et Fernando Miranda, sont retrouvés, enterrés dans des terrains militaires.

2006 : 16 novembre 2006, Bordaberry est inculpé pour les assassinats du sénateur Zelmar Michelini, du président de la chambre des députés, Héctor Gutiérrez Ruiz et d'autres militants politiques.

2009 : 19 octobre, la Cour Suprême déclare inconstitutionnelle la loi de caducité.

22 octobre, l'ancien dictateur uruguayen, le général Gregorio Alvarez est condamné à 25 ans de prison pour 37 homicides.

25 novembre, un référendum d'initiative populaire ne réussit pas à annuler la loi d'impunité.

2010 : 9 février, la juge Mariana Mota condamne le dictateur Bordaberry à 30 ans de prison pour attentat à la constitution, neuf disparitions et des crimes d'homicide politique.

5 mars, le procureur Mirtha Guianze demande une peine de 30 ans de prison pour Bordaberry et l'ex-chancelier Juan Carlos Blanco pour l'assassinat de Michelini, Gutierrez Ruiz, Rosario del Carmen Barredo et William Whitelaw.

2011 : 24 février, la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme condamne l'Etat uruguayen pour la disparition de Macarena Gelman et demande l'annulation de la loi de caducité.

21 octobre, un troisième corps de disparu, Julio Castro, est retrouvé dans le terrain d'une caserne.

28 octobre, approbation de la Loi 18.831, dont l'article 3 établit que les crimes commis pendant la dictature sont des crimes contre l'Humanité qui ne se prescrivent pas.

28 octobre, 28 femmes ex-prisonnières politiques déposent des plaintes contre une centaine des militaires qui ont participé à la torture et aux violences sexuelles pendant le terrorisme d'Etat.

Des plaintes qui couvrent la période 1972 - 1985. portent sur des accusations de crimes contre l'humanité commis de façon systématique et planifiée.

2012 : 15 mars, le corps du disparu Ricardo Blanco est retrouvé dans un terrain militaire

21 mars, le Président José Mujica reconnaît la responsabilité de l'Etat uruguayen dans le cas Gelman.

2013 : 22 février, la Cour Suprême de Justice déclare inconstitutionnels les articles 2 et 3 de la Loi 18.831 et rétablit l'impunité. Elle soutient que les assassinats, tortures, disparitions forcées et l'appropriation des enfants perpétrés par les militaires ne sont pas des crimes contre l'humanité et sont prescrits.

Elle rejette aussi le verdict de la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme. Cela entraîne le classement de nombreux dossiers.

2015 : 15 septembre, le général Pedro Barneix se suicide au moment où il est arrêté pour l'assassinat du militant Aldo Perrini en 1974

2017 : février, Neuf personnes : avocats, procureurs, juristes, engagées dans les procédures judiciaires contre les crimes de la dictature, reçoivent des menaces de mort de la part d'un « Commando Barneix ». Le magistrat Louis Joinet, le procureur Mirtha Guianze et l'avocat Oscar Lopez Goldaracena font partie des menacés.

Octobre, la Cour Suprême de Justice uruguayenne rend une nouvelle sentence d'inconstitutionnalité contre les articles 2 et 3 de la Loi 18.831

2018 : A différentes occasions, le commandant en chef des Forces Armées Guido Manini Rios fait des déclarations de soutien aux militaires inculpés pour des crimes contre l'Humanité commis pendant la dictature

2019 : 13 mars. Le président Tabaré Vazquez destitue le commandant en chef Manini Rios pour avoir mis en question les décisions de Justice concernant trois ex-militaires (Jorge Silveira, José Gavazzo et Luis Maurente) condamnés pour des crimes contre l'Humanité multiples et gravissimes commis pendant la dictature.

1^{er} avril, Le nouveau commandant en chef des armées ainsi que six autres hauts gradés de l'armée sont destitués suite à la publication dans la presse des actes de « Tribunaux d'Honneur » auxquels ils avaient participé. Ces actes révèlent des aveux de graves violations des droits humains de la part des ex-militaires présentés devant ce tribunal et qui n'ont pas été communiqués à la justice.

8 Juillet, La Cour d'Appel de Rome condamne à perpétuité 13 militaires et civils uruguayens pour des crimes contre l'humanité commis pendant la dictature, en particulier sur des personnes d'origine italienne.

27 août, Un nouveau corps est retrouvé enterré dans le terrain du bataillon N°13 où a fonctionné pendant la dictature un centre clandestin de détention.

Annexe 3

Quelques associations et institutions qui travaillent en Uruguay sur les crimes de la dictature (1973-1985)

Associations

- Madres y Familiares de Uruguayos Detenidos Desaparecidos

<https://desaparecidos.org.uy/>

- Observatorio Luz Ibarburu de seguimiento de las denuncias penales por violaciones de los derechos humanos

www.observatorioluzibarburu.org

- Servicio Paz y Justicia (SERPAJ) Uruguay

www.serpaj.org.uy

Institutions officielles

- Institución Nacional de Derechos Humanos y Defensoría del Pueblo

www.inddhh.gub.uy

- Secretaría de Derechos Humanos para el Pasado Reciente

<http://sdh.gub.uy/>